

Réflexions européennes sur le Printemps arabe

Le représentant spécial de l'UE pour le sud de la Méditerranée n'est pas pessimiste : malgré les retards, l'Égypte, la Tunisie et le Maroc évoluent correctement. L'Algérie ? La Libye ? Il faut attendre.

ENTRETIEN avec **BERNARDINO LEÓN** par Pablo Colomer et Darío Valcárcel

Bernardino León, diplomate espagnol, ancien secrétaire d'État et secrétaire général de la présidence et *sherpa* du G-20, est depuis quatre mois le représentant spécial de l'Union européenne pour le sud de la Méditerranée, un nouveau poste vec lequel l'UE cherche à renforcer sa présence dans les transformations de la région.

AFKAR/IDEES : Comment définiriez-vous le mandat du représentant spécial de l'UE pour le sud de la Méditerranée ?

BERNARDINO LEÓN : Il s'agit d'un mandat à la fois vaste d'un point de vue géographique et précis dans son contenu. Son objectif, spécifiquement signalé, est le renforcement du dialogue et de l'efficacité de l'UE dans les pays du sud de la Méditerranée – à savoir l'Afrique du Nord, le Proche-Orient et le golfe Arabique. Je pense que l'Union doit avoir à sa disposition un instrument lui permettant de travailler uniquement dans les pays en phase de transition et d'instaurer ainsi une nouvelle relation, différente. Il s'agit d'aller au-delà de l'approche régionale que nous avons eue pendant des années, consistant à aborder tous les pays de la même manière. Ce qui importe à ce jour, c'est de différencier ceux qui sont réellement en phase de transition de ceux qui ne le sont pas, mais aussi de faire une distinction entre ceux qui le sont. D'une certaine façon, l'objectif est de faire du principe *more for more* une réalité. C'est

ainsi que l'UE l'interprète aujourd'hui. Tout le monde ne le voit cependant pas ainsi, puisque l'on m'a maintes fois demandé de m'occuper de la Syrie. Il me semble néanmoins important de ne pas confondre, et d'éviter les signes qui pourraient être mal interprétés. Toute visite en Syrie du responsable des transitions pourrait s'interpréter comme un message d'ambiguïté et confondre le gouvernement syrien.

A/I : Ce nouveau poste n'est-il pas lourd à porter ?

B.L. : Herman van Rompuy a déclaré que les deux grands défis à relever par l'UE, en cette période historique sont la crise de la dette et les transitions arabes. En ce sens, c'est évidemment un honneur de se voir confier une telle responsabilité, de contribuer à définir les stratégies et la politique de l'UE dans cette région. Mais je ne l'affronte pas comme un embarras, mais avec réalisme et illusion.

A/I : Sous la pression du Printemps arabe, le roi du Maroc a encouragé une réforme de la Constitution. Que pensez-vous de ces mouvements réformistes ?

B.L. : Mohammed VI et les autorités marocaines ont précisé qu'il ne s'agit que d'un premier pas, d'une première réforme, et je pense que c'est raisonnable. Je ne partage en aucun cas les analyses qui disent

que c'est trop peu. J'estime que c'est une réforme importante, et le fait que ce soit le roi qui l'ait encouragée est digne d'être souligné. Je ne pense pas, comme vous le formulez dans la question, qu'elle ait été réalisée sous la pression du *Printemps arabe* : c'est effectivement un élément à prendre en compte, mais depuis son accession, le monarque a toujours été réformateur. Les Commissions de la vérité qui enquêtent sur les abus perpétrés contre les droits de l'Homme pendant le régime de son père, qui ont donné lieu à des indemnisations et des demandes d'excuses, en sont un bon exemple. Le roi a également fait des efforts dans la lutte contre la pauvreté : à travers ses initiatives, ses politiques vis-à-vis du Nord – une région que son père avait abandonnée. Il existe donc une trajectoire de réformisme, certes favorisée par les révolutions dans le monde arabe. Je pense que les réformes sont importantes et suivent la volonté de donner aux partis politiques marocains un plus grand rôle, de mettre un terme à la dichotomie entre Conseil royal et gouvernement et à la nomination du premier ministre par le roi, de créer un Tribunal constitutionnel mettant fin au fait que le roi soit le plus haut interprète de la Constitution... Il s'agit là d'un aspect également important pour la Jordanie. À une époque où la Constitution est au centre de la vie politique, le fait que le roi en soit le plus haut interprète n'est certainement pas la meilleure formule.

Maroc : la réforme est importante, et le fait que le roi l'ait encouragée est digne d'être souligné

A/I : *Quel rôle d'accompagnement pourrait jouer l'Espagne dans ce processus de transition ? Collabore-t-elle effectivement avec les autorités marocaines ?*

B.L. : L'Espagne peut faire beaucoup pour accompagner ce processus. Nous avons, que ce soit en vertu de notre relation bilatérale ou du besoin de recherche de références utiles, la possibilité d'être présents. De fait, nous le sommes puisqu'il existe un échange et un dialogue permanents entre le Maroc et l'Espagne, entre les autorités et les deux monarchies. Et je crois que c'est important que cela continue. Lorsque nous désapprouvons un mouvement donné, il faut le dire, mais surtout être constructifs. L'Espagne et la France sont les deux pays – le Maroc ne l'a jamais dissimulé – qui peuvent et doivent avoir une plus grande présence, un plus grand rôle d'accompagnement de la réforme.

A/I : *Êtes-vous en contact avec le mouvement du 20 février en Europe ?*

B.L. : Pas encore, mais c'est prévu.

A/I : *L'Algérie est un pays déterminant pour l'Espagne. Comment voyez-vous l'avenir immédiat ?*

B.L. : Bien que timides, l'Algérie a donné des pas en avant et elle a annoncé de réformes importantes pour les prochains mois. Il est toujours tôt pour faire une évaluation.

A/I : *Au commencement des protestations en Libye, l'UE et la commu-*

nauté internationale ont déclaré que Mouammar Kadhafi n'appartenait pas à l'avenir de la Libye. Pensez-vous que Bachar al Assad fasse partie de l'avenir de la Syrie ?

B.L. : Dans un premier temps, nous pensions que oui, et nous avons tenté qu'il en soit ainsi. Le régime syrien, comme toujours dans ce type de dictatures, est complexe, et le président Assad, dans un premier temps, s'est déclaré disposé à mettre des réformes en œuvre. Or je pense que ses mots ont dépassé ses actions, mais une évolution est toujours préférable à une révolution. La communauté internationale a voulu favoriser cette voie et laisser le régime ouvrir la porte de la transition, sachant que la Syrie est un pays complexe, et pas seulement dans l'entourage présidentiel. Autour du président, certains appartiennent à une ligne plus dure, tandis que d'autres – malheureusement moins nombreux – ont une vision plus ouverte et plus modérée, mais c'est une société où les tensions se croisent. Il y a des tensions ethniques entre la majorité sunnite, qui représente 55 % de la population, et les différentes minorités chiites, alaouites, chrétiennes, juives, kurdes, qui ont peur de ce que pourrait faire une partie de cette majorité sunnite si elle s'était radicalisée, et peuvent également avoir un certain sentiment de protection dans la mesure où ils sont gouvernés par des représentants d'une autre minorité. Ces tensions existent entre les partisans de la transition vers la démocratie et ceux qui préfèrent un régime davantage tourné vers la religion. En définitive, une situation très complexe, et un voisinage très complexe : Israël se trouve dans une situation difficile,

avec la crise de l'État palestinien au sein de l'ONU ; l'Iran est déconcerté par les événements et s'inquiète de la situation interne en Syrie... Des raisons suffisantes pour que la communauté internationale réagisse avec prudence, voire avec patience. Mais aujourd'hui, cette patience est à bout.

A/I : *Vraiment ?*

B.L. : Oui. À ce jour, je pense que personne en Occident, ni dans le monde arabe, ne croit qu'Assad puisse guider son pays vers cette démocratie. Aussi les Nations unies continuent-elles de travailler, à la recherche d'un consensus de plus en plus large. Nous voyons même des pays comme la Chine ou la Russie s'y rallier. Nous avons vu des réactions très dures, par exemple celles du roi Abdallah d'Arabie saoudite, ou du secrétaire général de la Ligue arabe ; nous avons vu les pays du Golfe rappeler leurs ambassadeurs... Un consensus qui s'élargit en outre sur une base très solide, puisqu'il vient de la région elle-même – ce qui est un aspect essentiel. Et nous ne sommes pas encore parvenus à la résolution, mais nous le ferons, et il y aura un consensus. Nous savons que certains pays ne souhaitent pas reproduire l'expérience libyenne, c'est évident, et nous devons en être conscients, mais je pense qu'il y a encore de la marge pour voir augmenter la pression internationale.

A/I : *Devons-nous comprendre que la Chine et la Russie montrent un léger retrait au sein du Conseil de sécurité, ou qu'elles se maintiennent fermement ?*

Syrie : il y avait des raisons d'agir avec prudence. Mais aujourd'hui, la patience est à bout

B.L. : Je pense qu'elles avancent, qu'elles comprennent notre cheminement. Il n'y a pas encore de changement profond de position. Mais je pense qu'il y a une évolution, surtout une plus grande inquiétude à propos d'Assad et du régime syrien.

A/I : *Pensez-vous que l'imposition des sanctions dans le domaine des hydrocarbures va représenter une étape peut-être pas décisive, mais presque, et que nous pourrions commencer à entrevoir le début de la fin ?*

B.L. : Il est difficile de définir un horizon temporel, mais les sanctions dans le secteur des hydrocarbures vont pénaliser le régime, et le pays. Je suis partisan des sanctions. Elles ont parfois mauvaise presse, mais je pense que dans la plupart des cas, elles produisent des résultats. Il s'agit d'un instrument de changement important, surtout dans des cas comme celui-ci, où il a jusqu'à présent été difficile d'établir un consensus au sein du Conseil de sécurité.

A/I : *Pensez-vous que l'armée est en train de jouer un rôle prépondérant dans la transition égyptienne ?*

B.L. : Je pense que oui, et c'est un rôle qui provient traditionnellement de l'époque de Nasser. L'armée a joué un rôle majeur dans la vie politique égyptienne, mais je pense aussi qu'il y a une volonté de changement, de laisser le pouvoir aux mains des civils et de s'engager dans une transition, même si l'on est conscient que ce ne sera pas facile. Nous voyons, quoique probablement avec des retards, que le calendrier électoral suit son che-

min : au mois de novembre vont avoir lieu les premiers rendez-vous électoraux. Il y aura peut-être du retard aux présidentielles, il y aura une nouvelle Constitution, une réforme... Le bloc protagoniste de la révolution n'est pas homogène, et qu'il existe d'importantes différences entre les uns et les autres, par exemple, dans la façon d'appréhender la réforme constitutionnelle, ou le calendrier...

A/I : *À propos des principes supra-constitutionnels, nous voyons qu'il y a deux grands courants : un islamiste et un autre plus ouvert, libéral. L'armée, mis à part son rôle d'arbitre, essaye peut-être de se rendre indispensable... Un tel risque existe-t-il ?*

B.L. : Je pense qu'il s'agit d'un acteur indispensable, et qu'elle souhaite probablement laisser le pouvoir aux mains des civils. Elle ne pense pas que le pays ira mieux dans le cas contraire. Les militaires ont déjà vu les conséquences d'une présidence comme celle de Moubarak. La révolution seule, sans l'action des militaires, n'aurait pas empêché l'éventualité de la succession de son fils... De plus, je pense qu'il existe un certain sentiment nationaliste, de fierté, aujourd'hui exacerbé ; les militaires ont vu que celui-ci se renforce lorsque l'Égypte mène ses réformes. Aussi, les militaires égyptiens savent que si le pays veut continuer à exercer un leadership, il devra mettre en œuvre ces réformes. C'est un pays compliqué, où une part importante de la population vit dans des zones rurales sociologiquement plus conservatrices, avec parfois des niveaux d'analphabétisme très élevés. Les conditions ne sont donc pas favorables à une

transition rapide. Les leaders locaux qui ont joué un rôle important au sein du PND de Moubarak vont également jouer un rôle, qui ne sera probablement pas le plus favorable à une transition. Il faut négocier avec les Frères musulmans, au sein desquels il existe des tendances très différentes. D'une part, les plus âgés, qui défendent une certaine façon d'agir, d'autre part, les plus jeunes, qui ont souvent soutenu les révolutionnaires laïcs. Toutes ces forces interagissent dans la transition égyptienne, et les militaires en deviennent les arbitres.

Une Assemblée constituante avec des partis démocratiques, même s'ils ne sont pas majoritaires, entraînera un besoin de consensus. Les Frères musulmans sont astucieux, et ils ont jusqu'à présent fait preuve de stratégies intelligentes afin de parvenir à des accords avec tout le monde. De nouvelles dynamiques démocratisantes, libéralisatrices seront créées, telles que l'élection dans quelques mois (il faut souhaiter que ce soit le plus tôt possible) d'un président – même s'il ne représente aucun parti particulier – investi de certains pouvoirs... Si les Égyptiens élisent quelqu'un montrant une capacité de leadership, susceptible d'introduire des éléments transformateurs dans le système, des dynamiques de changement plus que considérables se produiront. Mais l'Égypte n'a rien à voir avec la Tunisie. La Tunisie est un pays plus homogène, où il existe, d'un point de vue social, une trajectoire historique favorable à une transition rapide. En Égypte, ce n'est pas le cas. La transition ne sera pas rapide, mais elle se fera. Les militaires savent qu'il y a certaines erreurs à ne pas commettre. C'est un pays de grandes dimensions, avec une population importante, des

Égypte : l'armée est un acteur indispensable et un arbitre entre toutes les forces présentes

ressources... Ses réserves ne sont pas énormes, mais il possède des actifs extraordinaires, et pas seulement énergétiques. Le tourisme, le Nil, qui est en soit une « bénédiction divine », des vestiges archéologiques d'une valeur incalculable, le canal de Suez... Bien gérée, l'Égypte a de beaux jours devant elle.

A/I : *Le général Tantawi, aujourd'hui maréchal, souhaite-t-il que l'armée garde le contrôle ou préfère-t-il faciliter une lente transition vers la société civile ?*

B.L. : Les événements actuels penchent davantage pour la seconde hypothèse. Le maréchal Tantawi, le général Anan, le général Assad... ont tous – parce qu'ils forment un Conseil – la volonté de poursuivre en avant. Il y a eu des retards dans le calendrier, aussi en Tunisie, qui ont été interprétés comme des signes révélateurs de certains problèmes. Je crois pour ma part que l'on a surtout voulu organiser les élections le mieux possible, avec toutes les garanties. S'il faut que le processus soit plus lent pour que le résultat soit meilleur, nous devons le comprendre, le favoriser, mais avant tout ne pas l'interrompre : telle est la clef de l'Égypte. Nous vivons à une époque où les gens sont habitués à ce que les choses se produisent rapidement, mais tout ne peut pas aller aussi vite.

A/I : *Que pensez-vous des élections du 23 octobre en Tunisie ?*

B.L. : La première bonne nouvelle est que ces élections ont été bien organisées, exemplaires : les premières

démocratiques de toute l'histoire de la Tunisie. La seconde est qu'il s'agit d'une Assemblée constituante fragmentée, mais avec certains blocs importants. Il y a une force hégémonique, Ennahda, qui jouit d'un grand soutien auprès de la population, mais il y a des partis laïcs du centre, centre-gauche, comme Ettakatol ou le PDP, qui bénéficient également d'un important appui...

Jusqu'à présent, les uns et les autres ont montré leur capacité consensuelle. La Tunisie sera un référentiel pour le monde arabe. Et j'espère qu'elle sera en mesure de collaborer avec la communauté internationale et avec l'UE. Le 28 et 29 octobre s'est tenue la réunion de la *task force* Tunisie-UE. J'ai pu participer aussi bien à la préparation qu'à l'analyse des résultats avec les 12 principaux partis politiques de la commission Ben Achour, et ils se montrent tous favorables à une plus forte implication de l'UE dans le processus.

A/I : *Quel est votre rôle vis-à-vis de l'Union pour la Méditerranée ?*

B.L. : Pour plusieurs motifs, nous avons traversé une période de certaines stagnations au sein du processus de l'UpM. Je pense que nous allons désormais assister à une relance. La nomination de Youssef Amrani au poste de secrétaire général est très positive, car il s'agit d'une personne avec une forte capacité de leadership et de rénovation. Les changements qui sont en train de se produire dans le Sud compliqueront peut-être le scénario à court terme, mais ils peuvent finir par être très positifs pour l'UpM. La meilleure syntonie dans les principes et les valeurs, qui pourront enfin être

pleinement partagés avec des pays ayant mené leurs transitions démocratiques, devrait déboucher sur une plus grande union.

A/I : *Une fois que la Palestine a décidé de présenter sa demande aux Nations unies, et qu'il existe la possibilité qu'elle soit reconnue en tant qu'État membre, quelle est la situation de l'UE ? Pour certains même, compte tenu de la marge limitée de manœuvre des États-Unis, il s'agit d'une opportunité pour l'UE.*

B.L. : Je dois tout d'abord préciser que la question palestinienne ne fait pas partie de mon mandat. En revanche, ma mission engloberait le renforcement des institutions palestiniennes, et tout ce qui est susceptible de contribuer à la démocratisation de la société palestinienne en tant que société située dans la région sud de la Méditerranée. Cela dit, je crois que l'UE a démontré que même lorsqu'il peut y avoir des différences d'appréciation et de vision entre les États, il existe des chances : tout d'abord, de parvenir à un accord ; ensuite, d'adopter une position constructive favorable à la poursuite du processus de paix. Depuis la création du Quartet, les USA acceptent, en tant qu'acteur indispensable investi d'un leadership spécial au Proche-Orient, qu'ils ont besoin du soutien de la communauté internationale. Je pense que la nouvelle la plus positive de ces derniers jours est que les Nations unies redeviennent un acteur décisif. Il me semble qu'il n'était ni bon, ni intelligent, que l'ONU reste en marge du processus. Le gouvernement israélien doit comprendre qu'en raison des nombreuses diffi-

Libye : il y a un manque total de culture politique. Les ressources énergétiques sont un actif et un problème

cultés ou du besoin de garantir ses alliances, il devra faire des concessions. Je pense qu'une partie importante du Likoud comprend que la seule solution passe par un accord définitif dans lequel il faudra céder, entre guillemets, depuis la perspective israélienne, ou répondre à des exigences très dures de l'autre partie. Il existe une majorité au centre, Kadima, et une majorité à gauche, travailliste entre autres partis, qui sait que l'heure de la vérité est venue. Il y a probablement un calme momentané aujourd'hui après la dernière Assemblée générale, mais un sens d'urgence doit s'imposer. L'UE a toujours eu une position d'avant-garde vis-à-vis de l'État palestinien. Elle a été la première, dans la déclaration de Venise en 1980, à parler d'État palestinien, ce qui provoqua à l'époque un véritable scandale international. En 1999, avec la déclaration de Berlin, un pas en avant fut donné en disant qu'il devait y avoir un État palestinien que l'UE reconnaîtrait le moment venu. Peut-être ce moment est-il proche. À condition qu'Israël se montre disposé à négocier et cesse de congeler le processus d'accord. Il sera d'autant plus positif que l'État naisse d'un accord de paix bilatéral, fruit d'une entente, avec des paramètres acceptés par Israël et par les Palestiniens, mais aussi par les États voisins et la communauté internationale.

A/I : *Nous aimerions connaître votre opinion sur la situation en Libye.*

B.L. : En premier lieu, c'est la fin du régime de Kadhafi : un régime qui a été parmi les pires de la région du XXe siècle, et qui, pour survivre, a vidé le

pays de ses institutions et anéanti l'esprit des Libyens, empêchant ainsi la prospérité économique, intellectuelle, politique... La tâche à réaliser en Libye est donc beaucoup plus ardue, et va requérir bien plus d'efforts et de temps que d'autres pays. S'il est évident que la Tunisie et l'Égypte vont avoir besoin d'un fort soutien international pour sortir de ce pas, c'est encore plus vrai dans le cas de la Libye. En second lieu, nous devons être prêts à travailler à l'organisation d'un pays dont la géographie et le climat imposent d'immenses difficultés, avec une faible population, une absence de culture politique, et des ressources énergétiques qui, même si elles constituent un grand attrait pour le pays, sont également problématiques. Les jeunes qui faisaient leurs études à l'étranger et sont aujourd'hui revenus dans le pays, avec une vision ouverte du monde, peuvent participer grandement à la création de l'élite des fonctionnaires et hommes politiques dont le pays a besoin. Mais il y a également des éléments radicaux islamistes qui jouent un rôle fondamental. Les difficultés sont grandes.

A/I : *Une mission internationale de pacification en Libye sera-t-elle nécessaire ?*

B.L. : Je ne pense pas. Les nouvelles autorités libyennes tiennent fortement à leur souveraineté et souhaitent guider elles-mêmes le processus. C'est un bon point.

A/I : *Que pensez-vous de la position du géant saoudien vis-à-vis des USA et d'Israël ?*

B.L. : Je crois que les Saoudiens sont en train de réagir, et font des choses qui auraient été impensables il y a très peu de temps. Le premier pas a été un grand programme de réformes économiques que beaucoup aimeraient avoir la possibilité de faire. Récemment, nous avons vu des mesures permettant la participation des femmes à la vie politique, des mesures libéralisatrices qui seulement hier étaient inimaginables. Nous nous attendions à ce qu'ils finissent par autoriser les femmes à conduire, ou encore qu'ils suppriment cette obligation invraisemblable, pour les femmes désirant voyager, de compter sur l'autorisation de leurs maris. Mais il se trouve que la femme peut aujourd'hui voter aux élections municipales, et il a été annoncé qu'il en sera de même aux prochaines législatives. Il s'agit d'un pays singulier, avec une tradition wahhabite et des caractéristiques religieuses très spécifiques, qui abrite en outre les Lieux Saints de l'islam. Et il n'a pas choisi l'immobilisme. Je rappelai il y a quelques minutes la déclaration du roi Abdallah sur la Syrie : une déclaration courageuse, dure. L'évolution est toujours préférable aux changements violents. L'Arabie saoudite doit en outre nécessairement jouer un rôle de leader dans le monde arabe. Pas seulement l'Arabie saoudite, il faut également mentionner les efforts déployés par Qatar, les Émirats, Oman et même le Koweït. Son positionnement dans le conflit libyen a contribué à créer un vaste consensus dans le monde arabe sur l'attitude à adopter face aux révolutions, et annonce que ces pays vont poursuivre cette voie de réforme – une réforme progressive, mais une réforme tout de même. ■